

France, perspectives économiques 2019

Ces dernières semaines les prévisions de croissance pour l'année 2019 ont été révisées à la baisse dans l'ensemble des pays européens. Alors que la zone euro a connu une croissance de 1,8 % en 2018, les économistes prévoient un net ralentissement pour 2019, avec un PIB qui devrait croître de seulement 1 %. Les pays les plus touchés par cette dégradation sont l'Allemagne et l'Italie. La France est moins impactée mais l'économie devrait ralentir, avec une croissance attendue de 1,2 % en 2019 (contre 1,5 % en 2018).

Faut-il réellement être pessimiste concernant les perspectives d'activité en France ?

Une fois n'est pas coutume, cette année les pays qui vont aller bien sont ceux qui présentent une structure défavorable à long terme. A savoir les pays qui importent beaucoup d'énergie et qui ne disposent pas d'une industrie fortement développée. C'est précisément le cas de la France.

A long terme ces économies sont défavorisées par la hausse du prix du pétrole (hausse du prix des importations d'énergie) et par la faible participation aux échanges commerciaux mondiaux (faibles exportations). En 2019 ces éléments joueront en leur faveur, le prix du pétrole diminuant et la demande de produits industriels se retournant à la baisse.

Le baril de pétrole (Brent, converti en euros) a évolué pendant la majeure partie de l'année 2018 entre 60 et 75 euros. Il s'affiche en moyenne depuis le début d'année à 55 euros. Les ménages (hausse de pouvoir d'achat) et les entreprises (hausse des marges) vont profiter de cette baisse des cours.

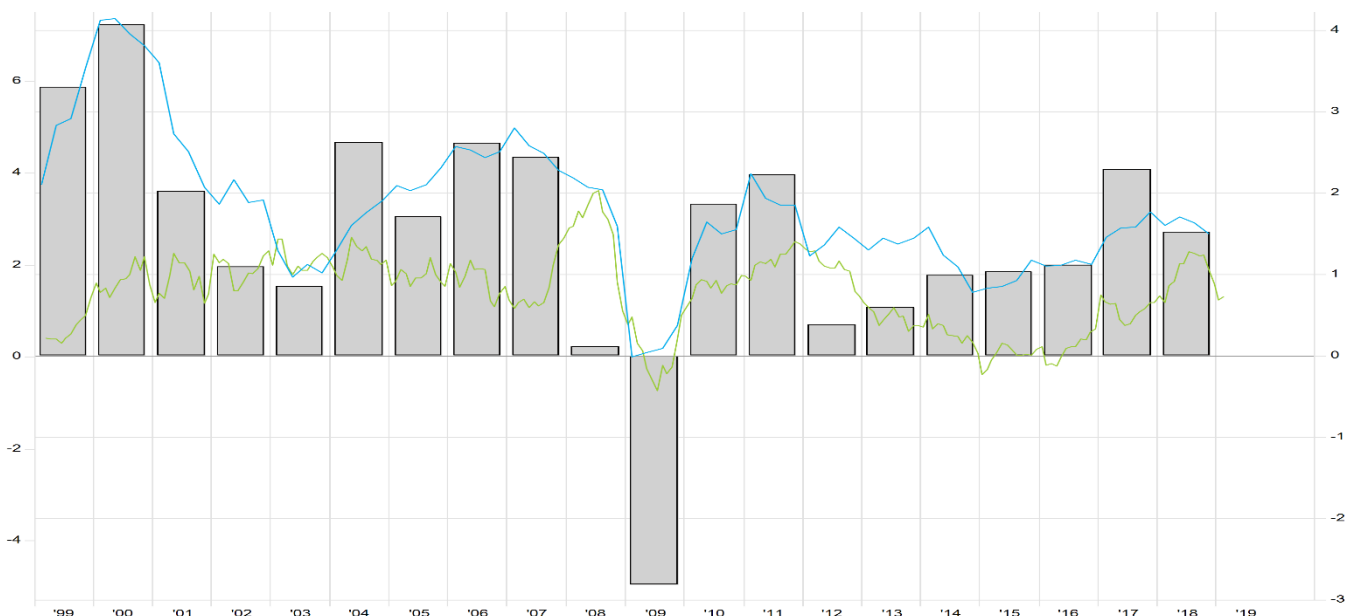
On estime qu'une baisse de 10 euros du baril de pétrole entraîne un accroissement du revenu réel de la France de 0,4 point de PIB.

Dans le même temps les créations nettes d'emplois (150 000 nouveaux postes) restent solides en France. Cela s'accompagne d'une augmentation des salaires (+2,1 %) supérieure à l'inflation (1,5 % fin 2018 et 1,3 % fin février 2019), permettant aux ménages de connaître une hausse de leur pouvoir d'achat.

Au global le « revenu global des ménages français » (créations d'emploi et hausse de salaires) croît de 2,7 %.

Le graphique ci-dessous présente ce « revenu global » (en bleu), l'inflation (en vert) et la croissance de l'économie française (en gris). L'économie française ralentit (voire entre en récession) lorsque l'inflation devient supérieure à la croissance du « revenu global ». C'est-à-dire quand la perte de pouvoir d'achat entraîne une baisse de la consommation des ménages.

En 2019 l'inflation devrait ralentir (impact de la baisse du prix du pétrole) et le « revenu global » devrait accélérer au-dessus de 3 %, entraînant une hausse de la consommation.



Enfin les mesures de relance budgétaire annoncées par E. Macron suite au mouvement des gilets jaunes transfèrent plus de 10 milliards d'euros vers les ménages les plus modestes. Ces revenus supplémentaires (0,4 % du PIB français) vont également générer un surplus de consommation qui contribuera à soutenir la consommation.

Au total les différents points évoqués ci-dessus (baisse du prix du pétrole, hausse des emplois et des salaires, déficit budgétaire) apporteront un supplément de revenu estimé à 1,5 point de PIB. Cette demande supplémentaire sera en partie alimentée par une hausse des importations, néanmoins elle devrait soutenir l'activité française à hauteur de 0,7 à 0,8 points de PIB en 2019.

Dans ces conditions et malgré les facteurs négatifs au niveau mondial (ralentissement du commerce, incertitudes élevées...) la croissance française pourrait surprendre favorablement en 2019 et s'afficher à un niveau supérieur à 2018.